

CHANGEONS NOS MENTALITÉS !

Après sa rencontre du samedi 13 juillet 2024 avec la presse nationale, des politiciens, des journalistes et des chroniqueurs avaient outrageusement contredit le Chef de l'État au sujet de la situation des « fonds politiques » qu'il avait évoquée sur la base d'un constat irréfutable.

Tout récemment, les mêmes ont contredit avec une insolence inouïe les affirmations du Premier ministre faites sur la base de données à la disposition des services de l'État et Monsieur Bougane Gueye Dany a tenu des propos injurieux en direction du Président de la République, se permettant de le traiter de « Xus... ».

Par cet article, nous voulons, après avoir énoncé pourquoi le contexte a changé (I.) appeler les citoyens à se battre contre eux-mêmes pour un ancrage dans nos « valeurs culturelles fondamentales qui constituent le ciment de l'unité nationale » (II.) ; appeler l'attention des hauts commis de l'État sur l'impératif d'un changement de mentalité (III.) ; lancer un appel à tous ceux qui ont participé au combat pour le changement de régime intervenu le 02 avril 2024 (IV.) et demander au Président de la République d'œuvrer, après les élections législatives, à la guérison de la fracture, plus que soixantenaire, entre les élites politiques (V.).

I. LE CONTEXTE A CHANGÉ

Jusqu'au 02 avril 2024, nous avons eu un système de mal gouvernance qui s'est perpétué depuis la crise politique du 17 décembre 1962 qui avait consacré l'élimination du Président Mamadou Dia. Cette crise s'est approfondie principalement depuis l'an 2000, au moment où les sénégalais s'attendaient à ce qu'il y ait un changement (« Sopi ») par rapport à la gouvernance des socialistes qui sont les responsables entre autres de la désindustrialisation du pays avec des gestions gabegiques restées impunies.

Si l'ex-Président de la République (PR) Wade est celui à qui il faut imputer la déification de l'argent par son aptitude à créer ex nihilo des milliardaires et sa propension à distribuer des mallettes d'argent à des personnes non nécessiteuses, l'ex-PR Macky Sall est celui qui a le plus causé des préjudices à l'État en assurant, pendant douze (12) ans, une protection à ses alliés parentaux, amicaux et politiques, après les avoir, dès la fin de 2014, expressément encouragé à profiter de toutes les situations dans une interview parue au Journal « Pouvoirs d'Afrique » où répondant à la question « A l'inverse, la faute pour laquelle vous avez de l'indulgence ? », il a affirmé in extenso « Je peux pardonner la faiblesse de ceux à qui il arrive de profiter des situations. Leur cupidité ou leur incapacité à résister à la tentation les amène à mentir et à trahir la confiance. Cela, je peux le pardonner... ».

C'est dans ce contexte que des patriotes se sont engagés au prix de leur vie pour mettre fin à ce système de mal gouvernance qui pouvait, à partir de 2024, avec le démarrage de la production de pétrole et l'intensification de l'exploitation des richesses minières et gazières, conduire à l'accentuation des injustices et des frustrations qui induiraient une révolte qui pourrait remettre en cause la stabilité dont a bénéficié le pays depuis l'indépendance.

C'est la claire conscience de ce danger qui fait que, pour la première fois dans la jeune histoire de la République, des hauts cadres retraités de la Police nationale et des Forces armées, indépendants des chapelles politiques, se sont patriotiquement impliqués pour le changement, notamment par une conscientisation des citoyens sur l'antipatriotisme de l'ex-PR Macky Sall qui avait induit une grave injustice sociale avec une infime minorité qui s'enrichissait outrageusement sans aucun souci de cette écrasante majorité qui vivait dans une extrême pauvreté, et de graves atteintes aux droits et libertés des citoyens et des partis politiques qu'il cherchait à réduire à leur plus simple expression. N'ayant pas pu se présenter pour un troisième mandat, l'ex-PR s'était mis à manœuvrer pour faire élire en 2024 quelqu'un qui perpétuerait le système de mal gouvernance, et dans cette diabolique volonté, il est allé jusqu'à soutenir une fallacieuse accusation de corruption de deux juges du Conseil constitutionnel pour ensuite suspendre le processus électoral, quand il a su que le candidat qu'il avait choisi n'avait aucune chance de remporter l'élection.

Depuis le 02 avril 2024, nous sommes dans un nouveau contexte, avec à la tête du pays le PR Bassirou Diomaye Diakhar Faye qui est un homme profondément croyant et vertueux qui a pu, grâce à Dieu, sauvegarder sa liberté, pour n'avoir pas été élu avec le soutien de lobbies affairistes ou de marabouts « faiseurs de Présidents ». Il a aussi un Premier ministre généreux, courageux, croyant et d'une haute valeur morale ayant affirmé que le Prophète Mouhamed (PSL) est son modèle et que toute personne qui sera coupable du moindre détournement de bien public répondra de son fait devant la Justice.

La fin de la protection des criminels à col blanc est donc clairement affirmée par des croyants qui savent bien que Dieu n'aime pas les menteurs, les hypocrites et ceux qui ne respectent pas leurs paroles ou ne tiennent pas leurs engagements. Tous les citoyens doivent donc avoir des préjugés favorables, par rapport à leur volonté d'apporter les ruptures dont le pays a besoin.

Mais, chacun doit savoir que ce n'est pas en un (1) an qu'on transforme un système qui a été profondément corrompu. Les sénégalais doivent donc faire preuve de patience et soutenir le régime actuel pendant au moins deux (2) ans, au bout desquels tout observateur sérieux pourra obtenir des données lui permettant de savoir objectivement si la voie qui permettra d'obtenir un État capable de minimiser les difficultés de l'écrasante majorité de la population et de construire généreusement le pays que nous voulons léguer aux générations futures est empruntée ou non. C'est en ce moment-là seulement que les oppositions systématiques pour une alternative correctrice en 2029 deviendront légitimes, voire même patriotiquement indispensables.

II. ANCRAGE DANS NOS « VALEURS CULTURELLES FONDAMENTALES »

Réussir la « transformation systémique du pays commande que tous les citoyens au service de l'État et tous les autres, y compris les journalistes, changent de mentalité pour développer leur sentiment patriotique et contribuer à la minimisation des vices tels que le mensonge, l'hypocrisie, la méchanceté, la jalousie et cet égoïsme qui conduit au rejet de la primauté de l'intérêt général sur tous les intérêts particuliers.

Si un individu peut faire « du faux en écriture publique authentique (voir articles 130 à 134 du Code pénal), tous les doués de raisons, non aveuglés par leur esprit partisan, doivent savoir qu'il est bien possible que des autorités désirant cacher la situation économique réelle du pays notamment pour continuer à bénéficier de prêts dont une grande partie va être détournée pour leur enrichissement personnel est chose possible et même aisée. D'ailleurs de nombreux patriotes intègres, faisant partie des « sachants », dont notamment l'honorable député, Docteur en économie Mamadou lamine Diallo, le Docteur Arona Coumba Ndoffène Diouf et l'économiste enseignant-Chercheur Meissa Babou avaient évoqué bien avant le 26 septembre 2024 cette falsification des données économiques du pays et / ou des prêts détournés de leur objet initial. Dès lors, la vérité voudrait que nous affirmions qu'aucun politicien ou journaliste sérieux et véridique ne doit se permettre de contester avec une insolence ou légèreté extrême les affirmations des autorités qui disposent des chiffres et ont la lourde charge de gouverner.

Dans son rapport de décembre 2013, la Commission nationale de réforme des Institutions (CNRI) avait notamment estimé que « le respect des personnes âgées, le sens de l'honneur et de l'hospitalité, les égards et la considération dus aux autorités et institutions de la République, les comportements empreints de dignité constituent des valeurs à sauvegarder »; que la « démocratie ne doit rimer ni avec anarchie ni avec défiance de l'autorité, incivisme et indiscipline caractérisés, chantages, menaces ou offenses aux institutions qui incarnent le Pouvoir », et que « l'engagement politique n'exclut pas l'éthique ni la vérité » et ne doit pas justifier « la mise à l'écart des valeurs éthiques et de la vérité ».

Nous sénégalais aimons, affirmer avec véhémence notre amour pour les saints fondateurs de l'église sénégalaise ainsi que des confréries et familles religieuses, alors que beaucoup parmi nous sont des « spirituellement malades » qui refusent de cheminer dans le chemin qu'ils avaient choisi et qui est, selon feu le Juge Kéba Mbaye (paix à son âme), celui « de la foi, de la dignité, de l'honneur, du courage, de l'honnêteté, de l'humilité, de la tempérance, de la droiture, du respect d'autrui et du bien commun, du travail, de l'endurance et de l'amour de la nation ».

Le « bon citoyen-croyant » doit avoir la ferme volonté de se battre contre lui-même, pour que dans tous les aspects de sa vie, il ne pose pas délibérément un acte qui porte un préjudice matériel ou immatériel à une personne physique ou morale. Dans ce sens, il est évident que la liberté d'expression ne nous autorise pas à mentir ou diffamer sciemment et à injurier les autres, à fortiori quand il s'agit du Président de la République, des autres responsables des institutions de la République et de tous ceux qui ont la lourde charge de faire fonctionner l'État à la recherche du bonheur du peuple sénégalais.

Pour cela il doit faire les efforts qu'il faut pour acquérir la « sagesse totale » que nous avons définie comme « l'acquisition de la "science du bien et du mal" ainsi que des sentiments d'amour, de solidarité, de fraternité, de justice, d'équité, de miséricorde, de bienveillance, de compassion, de bienfaisance, d'humanité, d'abnégation, d'aversion pour le mal et de honte de faillir à ses devoirs dans tous ses rapports avec les autres personnes physiques ou morales ».

Nous lançons donc un appel aux responsables des Organes de presse et des Chaines de télévision, qui doivent contribuer à l'édification d'une société vertueuse, pour un développement du « patriotisme médiatique » et un sens aigu de leurs responsabilités dans la sauvegarde de la paix et de la cohésion sociale. Ils devraient s'interdire de faire le jeu de politiciens mus par leurs égoïstes intérêts personnels et éviter d'offrir leurs plateaux à des gens dont les propos offensent, divisent, n'enrichissent pas spirituellement et intellectuellement les auditeurs ou téléspectateurs et contribuent à renforcer la corruption des rapports sociaux par les vices susmentionnés. Dans tous les secteurs de l'État et de la société, il y a des sénégalais qui s'illustrent ou se sont illustrés de la plus belle des manières par leur patriotisme, leur compétence et leurs accomplissements extraordinaires. Ils devraient identifier ces gens et les inviter pour les donner en exemple aux jeunes qui suivent les émissions et qui sont négativement influencés par des adultes qui n'hésitent pas à mentir, à se dédire, à calomnier, à injurier et qui n'ont pas honte qu'avec l'aide de la « VAR », leur tortuosité soit largement diffusée dans les réseaux sociaux.

III. CHANGEMENT DE MENTALITÉ DES HAUTS COMMIS DE L'ÉTAT

L'instrumentalisation de l'administration territoriale, de la Justice et des Forces de police (Gendarmerie nationale et Police nationale), qui avait permis à l'ex-PR Macky Sall d'orchestrer des atteintes aux « libertés fondamentales et aux droits du citoyen qui sont la base de la société sénégalaise » pour « réduire l'opposition à sa plus simple expression » et instituer une impunité sélective au profit de ses alliés pour leur enrichissement illicite, a renforcé la mal gouvernance dans tous les Organes étatiques, chacun profitant des situations qui s'offraient à lui, et à faire naître dans l'esprit de nombreux hauts fonctionnaires une tendance à prendre des initiatives contre des opposants, des activistes et des journalistes pour faire plaisir à celui qui se comportait comme le « Boroom Rewmi » (le « propriétaire du pays »).

Le contexte ayant changé avec un Président de la République qui est conscient de son statut de « Premier serviteur du peuple souverain », très soucieux de l'indépendance de la justice et du respect des droits et libertés individuelles et collectives des citoyens, tous les hauts commis de l'État doivent changer de mentalité, en sachant que le Président de la République et le Premier ministre ont besoin de conseillers sincères qui assument patriotiquement leurs responsabilités et non de collaborateurs qui cherchent systématiquement à leur faire plaisir en prenant des mesures arbitraires contre des opposants, des lanceurs d'alerte et des sénégalais qui s'expriment ou veulent manifester leur mécontentement pour une quelconque raison.

C'est pourquoi, tout en saluant le professionnalisme et le dévouement de toutes ces autorités détentrices d'une partie de la force que le Peuple a délégué à l'État, et soutenant toute décision visant à ce que l'autorité de l'État ne soit pas bafouée et que cessent les injures, les diffamations et les mensonges délibérés dans le champ politique et médiatique, nous estimons qu'elles doivent éviter de se fourvoyer, en posant des actes (interdiction de manifestations, arrestation, garde-à-vue, mise sous mandat de dépôt alors qu'il y a des alternatives,...) pouvant desservir les actuels gouvernants qui, en principe, veulent que les règles et les principes de l'État de droit, des droits de l'homme et de la démocratie soient rigoureusement respectés.

Toutes les actions répressives doivent être empreintes du maximum d'humanité. Par ailleurs, les Procureurs de la République, les autorités administratives et les responsables des Forces de police qui peuvent et doivent contribuer à la moralisation du champ politique et médiatique doivent être des éducateurs. Par ailleurs, pour ne pas laisser les hypocrites ancrer dans l'esprit des citoyens qu'il y a une perpétuation des mauvaises pratiques de l'ancien régime, la communication devrait être un impératif pour donner la bonne information concernant certaines décisions susceptibles d'être largement médiatisées.

IV. APPEL À TOUS CEUX QUI ONT CONTRIBUÉ AU CHANGEMENT DE RÉGIME

Nous ne critiquons pas les alliances mises en place pour les élections législatives, même si d'aucuns les qualifient de contre nature, mais nous espérons qu'il y aura à l'issue de ces élections une reconfiguration du champ politique autour de deux pôles : ceux qui veulent faire avancer les choses dans le cadre d'une gouvernance patriotique et ceux qui, déjà nostalgiques, veulent un retour rapide à la situation d'avant le 02 avril 2024 caractérisée par l'impunité sélective, le rejet de la primauté de l'intérêt général et la spoliation des ressources appartenant au peuple.

Ces alliances étant déjà formées, nous voudrions dire à tous les électeurs qui avaient voté le 24 mars 2024 pour le candidat Bassirou Diomaye Diakhar Faye ou pour tous les candidats qui vont affirmer leur soutien à la liste du parti des « Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité » (PASTEF), qu'ils doivent demeurer cohérents et voter pour ladite liste afin de ne pas hypothéquer la « transformation systémique du pays » qui requiert que le régime actuel soit soutenu par une majorité confortable à

l'Assemblée nationale formée de députés patriotes et rigoureux dans leur mission de contrôle des actions et politiques du gouvernement et qui soutiendront le pouvoir exécutif dans une gouvernance fondée sur l'amour de la patrie et des citoyens (surtout les plus vulnérables) ainsi que sur la vérité, la justice et l'équité.

V. APPEL AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

S'exprimant en 2005 sur l'éclatement de la Fédération du Mali et sur les événements du 17 décembre 1962, feu le juge Kéba Mbaye avait notamment dit : « Après ces événements, j'ai eu le sentiment très net que depuis lors, les Sénégalais, à tort ou à raison, instruits de ce qui semble être la doctrine des autorités qui les dirigent, la confiance en leurs seuls hommes supposés fidèles et non à tous les Sénégalais compétents, se sont déterminés à prendre une assurance contre les aléas de la vie politique de notre pays. Cette assurance vous le devinez, consiste à se prémunir contre des jours futurs durant lesquels on est écarté de sa « place » ou de tout. Elle conduit, quand on est encore dans une bonne « place », à rien d'autre qu'à la recherche de biens par tous les moyens, d'où la déviance vers l'enrichissement illicite, le « jiiro », la corruption sous toutes ses formes, l'absence de l'amour de la nation. »

Il y a donc une fracture entre les élites politiques ou une confiance sélective des détenteurs du pouvoir en leurs seuls alliés, qu'il importe de guérir si nous voulons optimiser la vitesse d'évolution du pays vers un niveau de développement socioéconomique qui permettra de maximiser le bonheur des citoyens sénégalais dans l'amour, la vérité, la justice et l'équité. Les actuels gouvernants présidés par le Chef de l'État sont conscients de leur devoir de gouverner patriotiquement pour pouvoir impulser et piloter efficacement les indispensables ruptures d'ordre éthique afin que cessent « l'enrichissement illicite, le « jiiro », la corruption sous toutes ses formes », l'absence de l'amour de la nation » et que soient minimisées les difficultés que rencontre l'écrasante majorité de la population.

Nous apprécions la responsabilisation de certains citoyens qui n'étaient pas dans la Coalition Diomaye Président, mais nous estimons qu'il faut aller plus loin. Aussi, nous lançons un appel au Président de la République afin qu'il prenne, après les élections législatives, les mesures qu'il faut pour l'opérationnalisation des « justes, bonnes et belles paroles » qu'il avait prononcées dans son discours du 3 avril 2024. Il avait notamment dit : « En tant que Chef suprême des armées, et garant de l'unité nationale, je suis déterminé à préserver notre vivre ensemble hérité de nos ancêtres ; parce que nous n'avons qu'une seule patrie : le Sénégal, notre abri commun, que nous aimons tous, qui ne commence pas par nous, et ne finit pas avec nous. Dans cet esprit, mon rôle, et je compte l'assumer pleinement, est de tendre la main à toutes et à tous, pour rassembler, rassurer, apaiser et réconcilier, afin de conforter la paix, la sécurité et la stabilité indispensables au développement économique et social de notre cher pays. (...) »

Nous souhaitons ardemment qu'après lesdites élections qui, nous l'espérons, lui donneront une majorité confortable à l'Assemblée nationale, qu'il « tende la main » aux opposants patriotes qui ont contribué au changement de régime et qui sont dotés d'une expérience et d'une compétence avérées afin qu'ils puissent avec l'aide de Dieu, qui « aime ceux qui combattent dans Son chemin en rang serré pareils à un édifice renforcé » bâtir dans l'unité un État capable d'induire un maximum de bonheur pour l'écrasante majorité de la population et de mettre le pays dans la voie du Meilleur Sénégal possible » pour les générations futures.

Le 07 octobre 2024

**Colonel de Gendarmerie (er) Tabasky Diouf,
Grand officier de l'Ordre national du Lion et Commandeur dans l'Ordre du mérite,
Membre fondateur de l'Initiative Citoyenne « Jog Ngir Senegaal ».**